

# FEDERATION EUROPEENNE DES CITES NAPOLEONIENNES

## STATUTS

### PREAMBULE

Les villes de La Roche-sur-Yon et d'Ajaccio ont célébré au cours de l'année 2004 le bicentenaire de deux événements marquants de l'Histoire : la création de La Roche-sur-Yon par le décret impérial du 25 mai 1804 et la commémoration, par la ville d'Ajaccio, du sacre de l'empereur Napoléon le 4 décembre.

Pour prolonger ces célébrations, les deux villes ont proposé d'associer des cités européennes dont l'histoire a été marquée par l'influence napoléonienne. La période de référence retenue est la période charnière dans l'histoire de France débutant avec les prémices de la révolution française, fixée symboliquement à la date de naissance à Ajaccio de Napoléon Bonaparte, en 1769, et se terminant avec la défaite de Sedan en 1870, période marquant en France et dans beaucoup de pays européens le passage entre l'Ancien Régime et la République.

Le 24 mai 2004 se sont réunis à La Roche-sur-Yon des représentants des villes d'Ajaccio (France), de Balestrino (Italie), de Dinard (France), d'Iena (Allemagne), de l'Île d'Aix (France), de La Roche-sur-Yon (France), de Pontivy (France), de Pultusk (Pologne) et de Waterloo (Belgique).

Au cours de cette réunion, a été arrêté sous la forme d'un protocole d'accord, le principe de la création d'une Fédération des Sites et des Cités d'Histoire Napoléonienne dont l'objectif principal serait de promouvoir les échanges historiques, la réhabilitation du patrimoine de l'époque napoléonienne ainsi que son animation, sa valorisation et tout projet de développement.

#### **ARTICLE 1 : CREATION D'UNE ASSOCIATION.**

Il est formé entre les soussignés et ceux qui adhèrent aux présents statuts une association constituée pour une durée illimitée et soumise aux dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative à la liberté associative (décret du 16 août 1901). Elle est dénommée : FEDERATION EUROPEENNE DES CITES NAPOLEONIENNES.

#### **ARTICLE 2 : OBJET**

Cette association a pour but de rassembler des cités européennes, sites, communes, groupements de communes dont l'histoire a été marquée par l'influence napoléonienne autour des trois orientations suivantes :

- Favoriser les échanges par l'organisation de rencontres, de colloques, de publications en relation avec les universités, les institutions culturelles et les associations d'histoire.

- Promouvoir et soutenir les actions de conservation et de restauration du patrimoine de l'époque napoléonienne (objets, œuvres d'art, mobilier, monuments, habitat privé, sites ...).
- Développer les actions d'animation et de valorisation du patrimoine à travers la réalisation d'expositions, de manifestations artistiques et culturelles, de circuits de découvertes notamment dans le cadre des échanges touristiques, scolaires ou universitaires .

### **ARTICLE 3 : SIEGE SOCIAL**

Son siège social est fixé à Ajaccio. Il pourra être transféré par simple décision du Conseil d'Administration.

### **ARTICLE 4 : ORGANISATION DE L'ASSOCIATION**

L'association est administrée par un Conseil d'Administration, formé par des membres actifs représentant les cités adhérentes, à raison de deux membres par collectivité désignés par chacune des instances représentatives (deux titulaires et deux suppléants).

Le bureau, composé d'un représentant de chaque cité, élit en son sein un président, un secrétaire général, un trésorier, tous les autres membres étant vice – présidents.

Chaque nouvelle cité adhérente sera représentée au bureau.

Les membres du bureau disposent d'un mandat de deux ans.

Un bureau exécutif restreint est chargé des affaires courantes, il est composé : du président, du secrétaire général, du trésorier et d'un vice président par pays représenté dans la mesure où ce pays n'est pas déjà représenté par le président, le secrétaire ou le trésorier.

Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par an sur convocation du président pour préparer le projet d'activités, arrêter le budget. Les décisions sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Pour des raisons pratiques et pour faciliter la mise en œuvre des projets communs, tous les documents nécessitant une signature officielle devront être co-signés (manuellement ou électroniquement) par au moins deux des trois membres du bureau : le président, le secrétaire général et/ou le trésorier après accord des autres membres du bureau qui seront consultés par voie électronique dans un délai de huit jours. L'absence de réponse dans ce délai vaudra accord tacite.

### **ARTICLE 5 : FONCTIONNEMENT**

L'association s'appuiera sur une instance technique dont les modalités de fonctionnement seront définies par le Conseil d'Administration.

## **ARTICLE 6 : RESSOURCES**

Les ressources de l'association proviennent :

- des cotisations prévues à l'article 7,
- des subventions des Etats et des collectivités territoriales,
- des subventions de l'Union Européenne,
- des recettes propres et de toute autre ressource autorisée par les textes et règlements en vigueur.

## **ARTICLE 7 : COTISATION**

La cotisation est fixée annuellement par le Conseil d'Administration. Elle permet notamment d'assurer les frais de fonctionnement de la structure.

## **ARTICLE 8 : CONSEIL D'ADMINISTRATION EXTRAORDINAIRE**

Si besoin est, ou sur demande de la moitié plus un des membres inscrits, le président peut convoquer un Conseil d'Administration extraordinaire.

## **ARTICLE 9 : REGLEMENT INTERIEUR**

Un règlement intérieur est établi par le Conseil d'Administration. Ce règlement est destiné à fixer les divers points non-prévus par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

## **ARTICLE 10 : ADHESION, RETRAIT ET DISSOLUTION**

Chaque nouvelle demande d'adhésion fera l'objet d'une approbation par le Conseil d'Administration. Toute collectivité qui, souhaite se retirer doit informer le président de l'association par courrier.

En cas de dissolution prononcée par les deux tiers au moins des membres présents au Conseil d'Administration extraordinaire, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par celui-ci et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet et au décret du 16 août 1901.

Le Président

Le Secrétaire Général

Le Trésorier

Charles NAPOLEON

Pierre REGNAULT

Christoph SCHWIND